

INTRODUCTION :

L'AGRICULTURE EST UN ENJEU STRATÉGIQUE POUR LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

THADDÉE BADIBANGA & JOHN ULIMWENGU

Il y a plusieurs raisons pour justifier le choix du secteur agricole comme pilier de l'éveil économique de la République Démocratique du Congo (RDC). Premièrement, en dépit de la croissance soutenue que réalise l'économie congolaise depuis quelques années, l'incidence sur la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, est à peine perceptible. En majeure partie, ceci s'explique par le fait que la croissance actuelle provient essentiellement des Mines, de la Construction et des Services (Banques, Télécommunications, etc.) qui emploient une proportion plutôt faible de la population congolaise limitant ainsi les effets en termes de revenu. Le gouvernement ne peut donc compter que sur des mécanismes de transfert pour arriver à redistribuer les effets d'une croissance provenant des

secteurs utilisant une faible proportion de la population. Il est évident que le gouvernement congolais ne dispose pas encore de capacités pour mettre en place des tels mécanismes ; d'où la nécessité d'ancrer l'économie à un secteur ayant un potentiel élevé en termes d'effets d'entraînement non seulement sur les ménages, mais aussi sur les autres secteurs de l'économie nationale.

La deuxième raison tient à l'impératif de transformation de l'économie congolaise à l'instar des pays émergents. En effet, dans la plus part des économies sous-développées, l'agriculture est pratiquement le secteur le plus important, car elle contribue entre 40 et 60% du revenu national et emploie entre 40 et 80% de la population active. La transformation structurelle dans ce cas doit être axée sur l'agriculture, à condition bien en-

tendu que la principale contrainte à son développement, à savoir, l'utilisation des ressources à des niveaux de productivité très faibles soit éliminée. En effet, une croissance accélérée de la productivité agricole est capable de booster l'industrialisation de l'ensemble de l'économie, car non seulement elle facilite le transfert de ressources vers d'autres secteurs, mais favorise également l'accélération de la croissance dans d'autres secteurs, par son intégration verticale et horizontale.

En RDC, le choix du secteur agricole comme le porte étendard de l'éveil économique relève aussi de la nécessité de répondre à l'insécurité alimentaire devenue chronique en RDC. Selon les résultats de l'analyse IPC (Integrated Phase Classification) conduite en octobre 2012, la situation alimentaire et nutritionnelle s'est considérablement dégradée sur l'ensemble du pays. Le nombre de personnes en crise alimentaire avec un besoin urgent d'assistance humanitaire est passé de 5,4 millions en juin 2012 à 6,3 millions en octobre 2012, soit une augmentation de 17%. La recrudescence des conflits armés exacerbe une situation de sécurité alimentaire déjà précaire. Structurellement, l'insécurité alimentaire en RDC est le résultat de la faible productivité du secteur agricole. L'agriculture emploie plus de tiers de la population en RDC. Malheureusement, sa productivité est tellement faible qu'elle ne permet pas à ceux qui y travaillent de générer suffisamment de revenu pour couvrir leurs dépenses alimentaires.

Comme il sera rappelé plusieurs fois et de diverses manières dans ce volume de Dounia, l'agriculture représente donc un secteur majeur pour l'économie congolaise tant du point de vue de la portion de la population dont la si-

tuation socio-économique en dépend que de celui des potentialités agricoles énormes dont le pays est doté. Le caractère stratégique de l'agriculture pour le développement (RDC) peut aussi être situé en rapport avec le débat sur le rôle que joue l'agriculture dans le développement socio-économique. L'approche « duale » des économies en développement a considéré l'agriculture comme un secteur traditionnel, à faible productivité, destiné à contribuer passivement au développement. Elle est censée y contribuer à travers un approvisionnement de main d'œuvre et de capital au secteur industriel qui exhiberait une productivité supérieure et des rendements éventuellement croissants. Cette approche « duale » est compatible avec le fait que l'importance du secteur agricole décline avec le niveau croissant du développement. Au début du processus de développement, l'agriculture fournirait les facteurs travail et capital au secteur moderne, l'industrialisation demeurant le vecteur principal du développement. Jonhston et Mellor (1961, pp.590-591)¹, partisans de ce courant de pensée, affirmaient d'ailleurs: « *...It is our contention that "balanced growth" is needed in the sense of simultaneous efforts to promote agricultural and industrial development. We recognize that there are severe limitations on the capacity of an underdeveloped country to do everything at once. But it is precisely this consideration which underscores the importance of developing agriculture in such a way as to both minimize its demands upon resources most needed for industrial development and maximize its*

1. Bruce F. Jonhston and John W. Mellor, The Role of Agriculture in Economic Development, *American Economic Review*, Vol. 51, No. 4 (Sep., 1961), pp. 566-593.

net contribution to the capital required for general economic growth. »

Un nouveau paradigme a vu le jour avec la révolution verte qu'a connue l'Asie dans les années 60 et 70. De vecteur passif, l'agriculture est considérée comme un vecteur actif du développement global d'une économie. La révolution verte a ainsi démontré l'importance du développement rural dans le processus de croissance basée sur l'agriculture, tout en insistant sur le rôle majeur du passage à une agriculture intensive, à productivité élevée. Les performances en termes de croissance du secteur agricole des pays ayant connu cette révolution verte, sont en effet liées à l'utilisation de nouvelles variétés de semences, l'irrigation et l'utilisation massive d'engrais, avec un support institutionnel conséquent. Vu les énormes potentialités agricoles de la RDC, la promotion de l'agriculture comme base d'un développement global est donc une option stratégique plus que raisonnable.

Certes, il reste plusieurs débats tels que sur l'applicabilité contemporaine des théories traditionnelles de développement aujourd'hui ou encore sur la capacité de l'agriculture à générer suffisamment de croissance en Afrique subsaharienne. Ce volume de *Dounia* prend clairement le parti de considérer l'agriculture comme un secteur à potentialité élevée, susceptible de générer une croissance globale durable, pour autant que les exigences de productivité, comprise dans sa globalité, soient rencontrées.

Dans l'article intitulé *Agricultural Development in the Democratic Republic of the Congo: Constraints and Opportunities*, Thaddée Badibanga propose à juste titre de centrer la question du développement de l'agriculture en RDC sur les

contraintes qui pèsent sur la productivité agricole et les opportunités qui s'offrent pour son amélioration. Il trace les options stratégiques pour cette amélioration ainsi que pour la réduction de la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Patience Mpanzu B. choisit de se pencher sur la problématique de la commercialisation qui est un chaînon important du processus du développement agricole et rural. Son article « *Filière vivrière paysanne du Bas-Congo : acteurs, fonctionnement et performance* » explore les contraintes que le circuit production-commercialisation rencontre dans le Bas-Congo, une des provinces de la RDC. Il met en lumière les moyens mis en place dans les zones rurales pour contourner les obstacles, évalue l'efficacité du système avant de proposer des recommandations pour une politique agricole efficace. Dans une optique plus locale, Antoine Bolakonga Ilye et alii ajoutent une analyse du circuit production-commercialisation dans un territoire d'une autre province du pays. Leur article, intitulé *Systèmes de production, économie rurale et accès au marché en milieu Mbole, Territoire d'Opala, République Démocratique du Congo*, pose le diagnostic des systèmes de production pour mieux définir les axes stratégiques prioritaires pertinents et favorables pour leur amélioration. Ils mettent un accent particulier sur la localisation comme élément majeur car les contraintes qui y sont liées ont un impact substantiel sur l'économie rurale. Andrianasy A. Djistera et Boubacar M. Diarra se focalisent sur la problématique de l'entrepreneuriat.

Leur contribution, *L'entrepreneuriat comme mécanisme de développement agricole en République Démocratique du Congo*, est un essai sur le contexte socio-culturel et économique de l'entrepreneu-

riat en RDC, et en particulier l'entrepreneuriat agricole. Après avoir souligné les contraintes auxquelles celui-ci est soumis, elle propose les implications en termes de politiques favorables à sa promotion. Zéphyrin M'pene Nga Luley met l'accent sur une des contraintes majeures à la productivité de l'agriculture en RDC à savoir, la faiblesse du réseau des routes d'intérêt agricole. Son article, intitulé *Les routes d'intérêt agricole: appui au développement des milieux ruraux en République démocratique du Congo*, analyse l'interdépendance entre le développement du secteur agricole et ces routes d'intérêt agricole. L'article suggère, recommandations à l'appui, que développer ces routes mérite une attention particulière. Ce développement devrait se faire en fonction d'une intégration avec les routes nationales et provinciales. John Ulimwengu et alii mesurent dans leur contribution, *Resource-Rich yet Malnourished: Analysis of the Demand for Food Nutrients in the Democratic Republic of Congo*, la carence nutritionnelle qui affecte la population congolaise en milieux urbains

et ruraux. Ils fournissent d'abord une information géographique sur les carences nutritionnelles selon les provinces. Leur étude, après avoir estimé les élasticités des dépenses alimentaires, suggère que les stratégies pour améliorer la nutrition dans les milieux ruraux devraient adopter les instruments qui attaquent directement la malnutrition plutôt que viser l'accroissement des revenus. Dans un second papier, les mêmes auteurs proposent également une estimation du coût d'un régime alimentaire quotidien optimal dans les différentes provinces de la RDC, étant donné l'objectif de minimisation des coûts et les standards en calories et nutriments. A travers cette étude, *Curbing Food Nutrient Deficiency: A Search for Cost Effective Diets*, il est donc possible de connaître la composition de l'assiette qui propose un régime alimentaire équilibré au coût le plus bas selon les provinces mais aussi en fonction d'autres critères comme l'âge. Cette information peut alors, argumentent-ils, revêtir une importance majeure dans l'optique d'une politique visant à combattre la malnutrition.

